

rience des affaires de journaux, si les propriétaires pourraient augmenter leur circulation suffisamment pour réaliser ce montant. Tout le monde était intéressé dans l'amélioration de la condition de nos propriétaires de journaux. Le maintien de ce port aurait une tendance à induire les propriétaires à se servir d'un papier plus léger qui, en pesant moins, ferait perdre au journal sa bonne apparence et sa qualité de durabilité. Il espère que le Maître-Général des Postes fera disparaître tout-droit de port sur les journaux.

L'HON. M. MACKENZIE dépose sur la table, la sentence de la mise hors la loi sur LOUIS RUEL.

Il est six heures la Chambre s'ajourne.

APRÈS L'AJOURNEMENT.

M. COLBY dit qu'il n'a pas eu l'occasion d'entendre les explications de l'honorable Maître-Général des Postes, et qu'il n'a pu lire le bill qu'à la hâte. Il ne peut cependant s'empêcher d'exprimer la satisfaction qu'il éprouve sur les traits généraux du bill ; il croit que cette satisfaction est partagée par tous les membres de la Chambre. C'est un bill qui va donner beaucoup de satisfaction au pays. En même temps il incline à s'accorder avec les suggestions des membres d'Oxford Nord et Waterloo Sud, relativement au port sur les journaux. Il y a des raisons spéciales pour que matière reçoive à présent, une considération favorable du gouvernement. En conséquence de la convention récente avec les Etats-Unis nos éditeurs de journaux ont à faire face à une opposition qu'ils n'avaient pas encore eu dans leur genre d'affaire. Il est bien connu que les principaux journaux et revues des Etats-Unis sont dirigés d'une manière très-entreprenante. Ayant une grande circulation, ils commandent de forts capitaux. L'autre jour, à Chicago, il lui a été dit, que le propriétaire d'un journal, ne payait pas moins de \$400 à \$600 par jour, pour avoir le mot à mot de la preuve dans la célèbre cause Beecher, et ce même propriétaire, ou un autre expédiait un train spécial le dimanche matin, de Chicago à Milwaukee pour la livraison de l'édition du dimanche. Cet esprit d'entreprise ne s'applique pas qu'à Chicago, mais il existe

dans l'administration de tous les grands journaux de New-York, Boston, et toutes les autres villes. Nous avons en ce pays plusieurs valeureux journaux et revues. Il y en a parmi eux qui luttent fortement pour conserver leur existence, et en certains cas le résultat a été désastreux pour les promoteurs. Maintenant le résultat pratique de cette convention va causer une inondation de journaux et revues des Etats-Unis en Canada. Il est informé par un conducteur de malles que, depuis cette convention l'augmentation de cette sorte de littérature introduite des Etats-Unis en Canada est considérable. Nos éditeurs de journaux avaient en conséquence à rencontrer cette compétition. De plus les éditeurs américains ayant un grand champ pour la circulation de leurs journaux, peuvent commander les plus grands talents, produire de la littérature valeureuse, très-lisible, et supérieure à tout ce qui peut être produit ici, au point de vue de l'argent. Pendant que tous nos journaux, auraient à rencontrer cette compétition, elle frapperait spécialement plus fort sur la presse de la campagne. Le journal de la campagne doit pas contenir que les nouvelles locales de ses commettants, mais encore il doit avoir ce qu'on appelle la littérature domestique, et, sous ce rapport elle serait affectée sérieusement, par la compétition d'une nombreuse classe de journaux de familles des Etats-Unis. Le montant de revenus que rapporterait le port sur les journaux d'après le présent bill, serait peu de chose, il a la confiance que le port sur les journaux sera aboli complètement.

M. MILLS dit qu'il n'a pas l'intention d'entrer dans une longue discussion sur ce bill. Il lui semble avoir rencontré l'approbation-générale de la Chambre, et il pense qu'il la mérite. A l'exception de l'objection faite par l'hon. membre pour Cardwell, toutes les objections au bill sont des questions de détail, et non pas au principe du bill. Il est un de ceux qui s'opposent à l'abolition du port sur les journaux. Il n'a jamais pu comprendre sur quoi se fondent ceux qui la demandent. En entreprenant de transporter les lettres et les journaux, le gouvernement a jusqu'à un certain point entrepris de faire l'ouvrage des voituriers publics. Il est certain que si des particuliers avaient